



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/BD

**Arrêté préfectoral imposant à la société RLST ELIS FOREST
des prescriptions complémentaires pour la remise en état
de son site implanté à FOREST-SUR-MARQUE**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.511-1, R.512-31 et R.512-39-1 à R.512-39-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 imposant à la société RLST ELIS - siège social : 7 rue Alfred Mongy B.P. 4007 59704 MARCQ-EN-BAROEUL - des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son site implanté à FOREST-SUR-MARQUE ;

Vu le rapport de fin de travaux de réhabilitation des sols référencé PAR-RAP-13-11522G daté du 10 novembre 2014, transmis à la préfecture du Nord par courrier du 23 décembre 2014 ;

Vu le rapport du 27 avril 2015 du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 16 juin 2015 ;

Considérant que la société RLST ELIS a exploité des installations classées relevant du régime de l'autorisation sur le site de FOREST-SUR-MARQUE ;

Considérant que l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur de type industriel ;

Considérant les éléments techniques mis à disposition de l'inspection des installations classées, et notamment les éléments :

- rendant nécessaire la poursuite des opérations de traitement de dépollution de la nappe alluviale réalisé en application de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé,
- rendant nécessaire l'installation d'un dispositif de confinement hydraulique des polluants en limite aval du site afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,
- pouvant rendre nécessaire (au regard des résultats de traitement de la nappe alluviale qui seront atteints après poursuite du traitement anaérobie jusque fin 2016) la mise en oeuvre d'un traitement complémentaire de finition sur la nappe alluviale en complément à la dépollution réalisée en application de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé,
- rendant nécessaire la réalisation d'une étude visant à démontrer que l'état des milieux en aval hydraulique du site est compatible avec les usages qui y sont observés, en application des articles 1^{er} et 5 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé,
- rendant caduque l'échéancier prévu à l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer à l'exploitant des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son site de FOREST-SUR-MARQUE ;

Sur la proposition du Secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société RLST ELIS, dont le siège social est situé au 7 rue Alfred Mongy à Marcq-en-Baroeul (59704) et ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la cessation d'activité de son site implanté 64/68 rue Principale à Forest sur Marque (59510).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au terrain d'assiette de l'installation autorisée ainsi qu'aux terrains extérieurs éventuellement affectés par une pollution en provenance de celui-ci.

Article 2 - Poursuite du traitement de la nappe alluviale

L'exploitant poursuit le traitement de dépollution de la nappe alluviale réalisé en application de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé.

L'exploitant met en oeuvre un suivi mensuel de la qualité de la nappe alluviale.

Sans préjudice des obligations qui lui incombent au titre de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé, l'exploitant transmet au préfet les résultats commentés du suivi mensuel de la qualité de la nappe alluviale à la demande de l'inspection des installations classées ou en cas d'anomalie ou de dérive observée dans la qualité de la nappe alluviale.

Article 3 - Confinement hydraulique des polluants en limite aval de site

L'exploitant procède à un confinement hydraulique dans la nappe alluviale en limite aval de site, dans le respect des échéances suivantes :

- installation du dispositif de confinement hydraulique : à l'échéance d'octobre 2015,
- mise en oeuvre du confinement hydraulique : évaluation de la nécessité de mise en oeuvre du confinement au cours du traitement de dépollution de la nappe alluviale réalisé en application de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé, et au regard des résultats de suivi mensuel de la nappe alluviale,
- information de l'inspection des installations classées : au démarrage des installations de confinement.

L'ensemble des pièces justificatives attestant de l'installation du dispositif de confinement et de la réalisation de ces travaux de confinement hydraulique est intégré au dossier de suivi prévu à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé.

Article 4 - Traitement complémentaire localisé de la nappe alluviale

En complément au traitement de dépollution de la nappe alluviale réalisé en application de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé et au regard des résultats obtenus dans la nappe à l'échéance de juin 2016, l'exploitant met en oeuvre le cas échéant un traitement complémentaire dans la nappe, dans le respect des échéances suivantes :

- évaluation de la nécessité de mise en oeuvre du traitement complémentaire : pour une décision au plus tard à l'échéance de juillet 2016,
- début de mise en oeuvre de la phase pilote de traitement localisé de la nappe : à l'échéance maximale d'août 2016,
- fin de mise en oeuvre de la phase pilote de traitement localisé de la nappe : à l'échéance maximale de décembre 2016,
- début de la mise en oeuvre éventuelle du traitement complémentaire : à l'échéance maximale de décembre 2016,
- fin de la mise en oeuvre éventuelle du traitement complémentaire : à l'échéance maximale de décembre 2017.

L'ensemble des pièces justificatives attestant de la réalisation de ces opérations est intégré au dossier de suivi prévu à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé.

Article 5 - Note sur les calculs de risques sanitaires hors site

En application des articles 1er et 5 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé, l'exploitant transmet à M. le préfet une étude visant à démontrer que l'état des milieux en aval hydraulique du site est compatible avec les usages qui y sont observés.

Cette étude intègre des résultats d'analyses des gaz du sol réalisées en hiver et en été.

Cette transmission est réalisée dans un délai qui n'excédera pas quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.

Cette étude est mise à jour à la fin du traitement de la nappe alluviale dans le respect de l'échéance fixée à l'article 6 du présent arrêté.

Article 6 - Echancier de réhabilitation du site

L'article 10 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 imposant à la société RLST ELIS des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son site implanté à FOREST-SUR-MARQUE, est modifié comme suit :

- fin des travaux de dépollution de la nappe alluviale : à l'échéance maximale du 31 décembre 2016 (ou dans le cas d'un nécessaire traitement complémentaire de finition : à l'échéance maximale du 31 décembre 2017),
- transmission de l'analyse des risques résiduels finale (cette analyse intégrant la situation hors-site sous la forme d'une interprétation de l'état des milieux) : dix mois après la fin travaux de dépollution de la nappe alluviale,
- remise des propositions finales de restrictions d'usage : dans le même délai que la transmission de l'analyse des risques résiduels finale.

En outre, l'exploitant transmet à M. le préfet, à l'échéance maximale de juillet 2016, puis à une fréquence annuelle ou en cas d'anomalie ou de dérive observée dans l'efficacité du traitement mis en place, un rapport technique relatif à l'état d'avancement des travaux de dépollution de la nappe alluviale.

Ce rapport conclut de façon étayée quant à l'opportunité de modifier le protocole de traitement de dépollution.

Article 7 - Frais

Tous les frais occasionnés par les travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 - Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

Article 9 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 10 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de FOREST-SUR-MARQUE,
- Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé du service d'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de FOREST-SUR-MARQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie de FOREST-SUR-MARQUE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr rubrique ICPE – Autre ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

Fait à Lille, le

27 MAI 2015

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume THIARD

